

Le régime afghan s'écroule peu à peu devant l'insurrection talibane pachtoune, une minorité ethnique, à forte identité tribale et religieuse ([Cf. Mon interview du 7 aout 2021 sur RT](#)) à moins qu'un sursaut bien peu vraisemblable change l'issue de cette campagne militaire. Jour après jour, 20 ans après le 11 septembre qui a conduit à la chute des Taliban, ceux-ci reviennent irrésistiblement au pouvoir par les armes.

Un constat dévastateur

Au bilan, près de 1 700 milliards d'euros ont été dépensés en Afghanistan par les Etats-Unis soit près de six fois le budget annuel de la France, près de 2500 Américains tués et 20 000 blessés, pour leurs alliés, quelques centaines de tués (France, 89, Royaume-Uni 453) et des milliers de blessés souvent amputés.

Les forces armées afghanes devaient compter 352 000 hommes au 1^{er} octobre 2012 ([Cf. Mon billet du 27 mai 2012, « La France et l'OTAN : quelle stratégie d'influence après Chicago et le retrait d'Afghanistan ? »](#)). Le coût annuel de son soutien était estimé à 3,6 milliards d'euros à partir de 2015, principalement assuré les Etats-Unis à 75% car l'Afghanistan ne pouvait financer que 450 millions d'euros. Aujourd'hui, l'effectif total des forces de sécurité nationales afghanes s'élevait à environ 307 000 fin avril 2021, avec des forces de combat d'environ 180 000 personnels. Cependant, elle a subi de lourdes pertes et a un fort taux de désertions. Les attentats contre les forces de sécurité sont nombreux comme en témoignent les éliminations physiques des pilotes afghans, déjà en nombre limité, qui auraient pu donner l'ascendant dans les combats. En avril 2021, les forces de sécurité ont perdu 68 000 militaires et policiers en pertes cumulées.

Selon l'ONU en 2020, les combattants talibans étaient estimés entre 55 000 et 85 000 hommes, leurs ressources financières évaluées annuellement entre 300 et 1,2 milliard d'euros. Les insurgés bénéficient notamment de l'exploitation de la drogue notamment dans la province du Helmand. Les talibans auraient perdu plus de 51 000 combattants.

Enfin, 47 000 civils afghans dont beaucoup de femmes et d'enfants ont été tués. De nombreux Afghans ont fui le pays constituant par exemple la 2^e communauté à déposer des demandes d'asile dans l'Union européenne.

Un bilan donc peu reluisant.

Les causes de cet échec ?

Plusieurs causes peuvent être identifiées.

Au niveau international, le Pakistan persiste à jouer un double jeu mais c'est aussi la réalité de l'Etat multiethnique qu'est l'Afghanistan. Les frontières politiques, si intangibles qu'elles paraissent aujourd'hui, sont-elles toujours pertinentes au XXI^e siècle ? Les pachtoune sont un peuple séparé comme d'autres peuples de la région et aspirent à une forme d'unité. Le droit

international et son processus de négociation ont aussi montré leur incongruité notamment avec une incapacité notoire à imposer une décision venant de l'extérieur du pays concerné. Comment croire qu'une armée même insurgée et à l'équipement militaire limité, vainqueur sur le terrain, accepterait les solutions négociées que l'on entend aujourd'hui ? Comme en 1975 au Viet-Nam, l'abandon des Etats-Unis dont je peux comprendre la lassitude en Afghanistan, a créé en toute connaissance de cause la dynamique de la victoire presque annoncée des Talibans (**[Cf. Lire aussi cet article très complémentaire de Renaud Girard paru dans le Figaro du 12 juillet 2021](#)**).

[View Fullscreen](#)

[Aller au contenu PDF](#)

Quant à l'Union européenne, symbole de tous les aveuglements utopiques, je citerai Josep Borrell, chef de la diplomatie européenne : « *Nous voulons aider à construire un Afghanistan souverain, unifié et démocratique, sur la voie de la prospérité et de l'autonomie. La trajectoire de l'Afghanistan, à l'avenir, doit préserver les droits humains et les avancées démocratiques acquis depuis 2001, notamment en ce qui concerne les droits des femmes et des enfants.* » (9 juin 2021) L'Union européenne comme toujours ne voit que l'exportation de son idéologie, y compris là où cela n'a que peu de sens. Sa seule crainte est l'arrivée d'un nouveau flot de migrants qu'elle ne saura pas encore gérer.

Au niveau de la politique intérieure afghane, l'importation d'un modèle occidental a montré à nouveau son échec. Imposer une gouvernance peu conforme aux traditions locales permettait de justifier une intervention internationale. Aujourd'hui, comme dans d'autres Etats, qui peut croire que le gouvernement afghan actuel pourra résister, malgré des élections répétées représentant en soi un succès mais qui ne satisfaisaient que la communauté internationale dans sa volonté de promouvoir droits de l'homme et changements de la société locale ? Malgré l'assistance occidentale et des Nations unies, les réformes ont eu peu d'effets sur la justice, la police, l'armée dès lors que la corruption reste endémique et le double discours des dirigeants locaux permanent.

Au niveau économique et du développement, la société afghane a sans doute changé pour se rapprocher de quelques normes occidentales comme par exemple l'accès à l'éducation pour les filles et la question de leur place dans la société afghane, grande sinon seule préoccupation du parlement européen ce qui n'est certainement pas le problème majeur de l'Afghanistan. Pourtant l'Afghanistan n'a pas été abandonnée. Elle a bénéficié depuis 2001 de plus de 35 milliards d'euros en aide civile par des donateurs bilatéraux et multilatéraux (Banque mondiale, Banque asiatique de développement notamment). L'économie locale a été le centre d'intérêt d'acteurs étrangers (**[Cf. Mon billet du 4 mars 2012 sur le rapport Hostalier](#)**). Les résultats paraissent cependant plutôt minces, au bénéfice des villes et non des campagnes, terreau du recrutement taliban. Le trafic de drogue qui fournit plus de 50% de l'héroïne mondiale reste une des grandes richesses « *agricoles* » de ce pays.

Ce constat certes lapidaire explique aujourd'hui l'effondrement probable du régime afghan, finalement pourri de l'intérieur, ce qui n'était pas ignoré par les occidentaux notamment ayant combattu en Afghanistan.

Des enseignements à tirer ?

Sans aucun doute après ces vingt ans de guerre depuis le 11 septembre 2001. Je les situerai dans les trois lignes d'opération que les occidentaux ont mises en œuvre à travers le concept qui a été appelé « *l'approche globale* » : la gouvernance, l'économie et la sécurité.

Dans le domaine de la gouvernance, il est temps de cesser d'exporter notre « *modèle* » de gouvernance. On n'impose pas d'une manière idéologique et artificielle dans un pays en guerre une démocratie de type occidental sous prétexte de légitimer une action internationale nécessaire du point de vue sécuritaire. Comme au Mali, vouloir changer de l'extérieur la perception politique des peuples surtout quand ils ne sont pas homogènes, et c'est bien souvent le cas dans les Etats créés après 1945, révèle l'utopie de la communauté internationale sinon la prétention notamment des démocraties, les autres Etats n'en ayant cure. La Chine vient de le montrer en ouvrant une porte diplomatique aux Taliban s'ils arrivaient au pouvoir.

Concernant le développement, se donner bonne conscience, notamment par l'humanitaire, sans réelle contrepartie, devrait être une position à revoir. Que ce soit en Afghanistan, au Mali, en Irak, l'aide au développement a été soumise à la corruption, à son inadéquation aux besoins et finalement à une mise sous perfusion de l'économie locale qui s'est bien adaptée à cette manne inespérée. Il suffit de lire les rapports de l'inspecteur général américain spécial pour la reconstruction afghane (SIGAR). Depuis 2002, l'UE a fourni environ de cinq milliards d'euros d'aide au développement et pour quelle efficacité ? Elle renouvelle néanmoins tous les quatre ans une aide économique d'1,5 milliard d'euros ce qui fait de cet Etat le premier bénéficiaire d'aide publique au développement dédiée à 80% pour le long terme et 20% à l'humanitaire. N'est-il pas temps de laisser ces pays résoudre seuls leurs problèmes intérieurs sauf si la situation menace nos intérêts correctement identifiés ?

Enfin concernant la sécurité locale ou régionale, est-il bien acceptable que les occidentaux finissent toujours par faire la guerre pour des causes qui ne sont pas directement les leurs, à leurs frais, au prix de la vie de leurs soldats ([Cf Mon billet du 11 août 2019, « David Galula et la théorie de la contre-insurrection - un ouvrage à lire »](#)) ? Comment comprendre que les Afghans migrants soient bien souvent des jeunes hommes en âge de porter une arme pour défendre leur pays contre l'obscurantisme taliban mais il est vrai qu'il n'est pas correct selon nos normes d'imposer à quelqu'un de se battre pour son pays, au nom de la liberté de conscience... À ce titre, une réforme du droit d'asile devrait être engagée avec ce critère sélectif : tout ressortissant susceptible d'être un combattant pour le gouvernement d'un pays reconnu par la communauté internationale devrait être débouté du droit d'asile et y être expulsé.

D'un point de vue strictement militaire, la question qui demeure aujourd'hui n'est pas celle de savoir s'il fallait combattre en Afghanistan mais comment cette guerre devait être menée. Pour ma part, je considère que ce conflit a permis à l'armée française de sortir de son confort notamment après l'embuscade d'Uzbin et de se préparer réellement au moins à cette forme de guerre. Je me souviens de cette réunion peu de temps après où le commandement était

déseparé. Il avait été fait appel pour une fois au centre interarmées de doctrine, là où on écrit le « *comment faire la guerre* ». Nous avons donné des pistes de réflexion compte tenu de notre recul par rapport aux « *opérationnels* », ce qui était logique. Il a fallu cependant des mois pour qu'elles soient exploitées et qu'elles contribuent en partie au retour d'une armée d'emploi dans ce contexte particulier. Je n'en ai pas moins regretté une trop lente réactivité mais je ne doute pas que les tergiversations politiques ont entravé l'efficacité militaire.

Ainsi, les combattants de nos armées respectives ont fait le « *job* » et plutôt bien. L'armée afghane reconstruite à l'occidental, mais cela n'était pas apparemment la bonne solution, assistée par nos conseillers militaires, par des aides matérielles et militaires, a fait ce qu'elle a pu. Il faut constater aujourd'hui comme d'autres armées soutenues par l'occident dans le monde qu'elle est incapable de vaincre. Compte tenu de la sélection initiale nécessaire, évoquer en outre aujourd'hui dans les combats contre les Taliban l'engagement de 50 000 « *forces spéciales* » afghanes, une solution « *miracle* », avec ce qui représente 15 à 45% des forces militaires, montre qu'il s'agit d'abord de forces mieux entraînées et non de « *forces spéciales* » dont l'intitulé signifierait des « *super-rambo* » capables de changer le sens de la guerre.

Pour conclure

L'engagement militaire contre une insurrection conduit à une réflexion, certes rapide à la fois sur la stratégie et sur la guerre de contre-insurrection, toujours facile à énoncer à Paris ou ailleurs. La stratégie du « *containment* » telle qu'elle a été pratiquée au XX^e siècle trouverait une certaine pertinence et résumerait la stratégie à développer dans ces Etats fragiles. Il est vrai que le monde « *politico-économico-associatif* » déclare souvent « *qu'il n'y a pas de solution militaire* ». Les militaires en sont bien convaincus. Une action militaire directe reste coûteuse mais agir indirectement, y compris par des actions militaires ponctuelles pourrait s'avérer utile. Il est temps d'infirmer cette idéologie dominante de complaisance et d'aveuglement qui s'abrite derrière les mots « *développement* » et « *humanitaire* ». N'a-t-on pas appris depuis l'Afghanistan, l'Irak, sinon le Mali que le développement n'est pas non plus une réponse pour amener la paix quand la sécurité n'existe pas et que l'humanitaire ne résout pas les conflits mais finit par les entretenir ?

Cette stratégie renouvelée du « *containment* » répondrait à ces guerres insurrectionnelles qui ne sont pas nouvelles et dont les réponses pour les résoudre sont similaires : un personnel politique local légitime et donc soutenu, une guerre mobile, agressive et permanente avec du personnel militaire local et rustique convaincu de la justesse de la cause, du renseignement, une capacité d'adaptation et bien sûr des moyens suffisants éventuellement conventionnels pour gagner, une assistance étrangère limitée. Cependant, dès lors qu'une force étrangère assure une grande partie de la mission, obtenant des résultats mitigés en raison des multiples contraintes qui lui sont imposées (moyens restreints et souvent insuffisants, processus décisionnel en partie ou totalement multinational, droit international et ses avatars sur la conduite d'une guerre, respect de la souveraineté locale...).

Sur cet engagement de forces étrangères qui peut s'avérer nécessaire, il semblerait opportun

désormais de n'agir militairement que ponctuellement pour obtenir un effet militaire unique dans le cas où nos intérêts sont menacés et des états d'âme limités que ce soit en politique intérieure ou internationale. Un ancien CEMA évoquait cette vision militaire de l'engagement il y a une dizaine d'années, le « *first in, first out* » (« *premier arrivé, premier parti* »). Nul doute que le politique dans ses calculs bien souvent alambiqués ait modifié cette approche raisonnée pour y inclure l'utopie des changements démocratiques et du développement. À nouveau, l'Afghanistan montre que cela ne fonctionne pas et qu'il faudrait peut-être même écouter les chefs militaires pour éviter des guerres longues dont le seul intérêt positif est celui d'entraîner nos forces. Il n'y en a qu'en faisant la guerre qu'on apprend à la faire mais autant que cet « *entraînement* » réel affiche de réels succès et son utilité géopolitique.